

# Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

## **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA, trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016  
(Nom de l'organisme)  
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,  
(Nom de l'organisme)  
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-12.  
(Date)

Signature



Date

2017-06-12

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Vaudreuil-Dorion et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Vaudreuil-Dorion et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Vaudreuil-Dorion inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.



1

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2017-06-12

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	55 866 352	58 458 587	60 487 535		60 487 535
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 034 059	1 033 168	1 033 428		1 033 428
Quotes-parts	3				124 307	
Transferts	4	1 865 254	1 360 844	1 657 597	3 533 846	3 945 284
Services rendus	5	4 521 004	3 926 269	4 912 261	1 553 919	6 466 180
Imposition de droits	6	3 423 022	2 933 716	4 154 264		4 154 264
Amendes et pénalités	7	473 464	477 500	442 317		442 317
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	624 063	520 000	697 767		9 761
Autres revenus	10	79 367	15 000	256 122		2 857 777
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	67 886 585	68 725 084	73 641 291		8 079 610
						77 903 307
<b>Investissement</b>						
Taxes	13	9 645		959 947		959 947
Quotes-parts	14					
Transferts	15	10 756 442	7 151 000		216 677	86 677
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16	19 181	8 532 000	4 128		4 128
Autres	17	1 437 603		60 904		60 904
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	12 222 871	15 683 000	1 024 979		216 677
	20	80 109 456	84 408 084	74 666 270		8 296 287
						1 111 656
						79 014 963
<b>Charges</b>						
Administration générale	21	6 784 797	7 090 850	8 250 659	72 518	8 323 177
Sécurité publique	22	7 002 241	9 377 177	7 412 451	447 083	7 859 534
Transport	23	8 888 229	10 139 569	7 968 137	5 024 280	5 157 703
Hygiène du milieu	24	8 512 060	9 502 102	8 269 135	4 600 161	12 869 296
Santé et bien-être	25	682 612	774 130	763 469		54 729
Aménagement, urbanisme et développement	26	2 810 883	3 133 872	3 034 222	14 394	3 048 616
Loisirs et culture	27	13 901 933	14 072 908	14 152 842	2 020 499	3 536 954
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	5 548 573	6 097 527	5 902 714		126 126
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	11 824 234	9 916 686	12 178 935	( 12 178 935 )	
	32	65 955 562	70 104 821	67 932 564		8 875 512
						(579 225)
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	33	14 153 894	14 303 263	6 733 706		6 154 481

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	14 153 894	14 303 263	6 733 706	(579 225)	6 154 481
Moins: revenus d'investissement	2	( 12 222 871 )	( 15 683 000 )	( 1 024 979 )	( 216 677 )	( 1 111 656 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	1 931 023	(1 379 737)	5 708 727	(795 902)	5 042 825
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	11 824 234	9 916 686	12 178 935	222 448	12 401 383
Produit de cession	5	1 575		62 641	1 218	63 859
(Gain) perte sur cession	6	(1 575)		8 247	(131)	8 116
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	11 824 234	9 916 686	12 249 823	223 535	12 473 358
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>						
Remboursement ou produit de cession	12			120 000		120 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15			120 000		120 000
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	616 688	802 940	804 904	250 000	804 904
Remboursement de la dette à long terme	17	( 8 860 329 )	( 10 156 060 )	( 10 436 807 )	( 70 386 )	( 10 507 193 )
	18	(8 243 641)	(9 353 120)	(9 631 903)	179 614	(9 702 289)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 918 411 )	( 764 501 )	( 650 151 )	( 41 276 )	( 691 427 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	74 901	1 152 628	17 617	(32 739)	(15 122)
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 138 628	831 000	1 983 628		1 983 628
Réserves financières et fonds réservés	22	(561 527)	(402 956)	(831 357)	1 065 865	234 508
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 074)		(1 230)		(1 230)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(268 483)	816 171	518 507	991 850	1 510 357
	26	3 312 110	1 379 737	3 256 427	1 394 999	4 401 426
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	5 243 133		8 965 154	599 097	9 444 251

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	12 222 871	15 683 000	1 024 979	216 677	1 111 656
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 66 587 )	( 87 000 )	( 73 921 )	( )	( 73 921 )
Sécurité publique	3	( 427 311 )	( 160 000 )	( 290 177 )	( )	( 290 177 )
Transport	4	( 5 939 640 )	( 8 597 500 )	( 2 119 270 )	( 65 562 )	( 2 184 832 )
Hygiène du milieu	5	( 36 341 995 )	( 24 654 000 )	( 9 769 488 )	( )	( 9 769 488 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( 36 044 )	( )	( 36 044 )
Loisirs et culture	8	( 2 507 509 )	( 453 000 )	( 639 457 )	( 192 391 )	( 831 848 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 45 283 042 )	( 33 951 500 )	( 12 928 357 )	( 257 953 )	( 13 186 310 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>						
Émission ou acquisition	12	( 259 735 )	( )	( 255 802 )	( )	( 5 802 )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	44 729 968	8 710 999	1 812 511		1 812 511
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	918 411	764 501	650 151	41 276	691 427
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	85 829		857 104		857 104
Excédent de fonctionnement affecté	16	700 339	8 693 000	12 716 609		12 716 609
Réserves financières et fonds réservés	17	533 155	100 000	790 183		790 183
	18	2 237 734	9 557 501	15 014 047	41 276	15 055 323
	19	1 424 925	(15 683 000)	3 642 399	(216 677)	3 675 722
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	13 647 796		4 667 378		4 787 378

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	14 153 894	14 303 263	6 733 706	(579 225)	6 154 481
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	45 283 042 ) (	33 951 500 ) (	12 928 357 ) (	257 953 ) (	13 186 310 )
Produit de cession	3	1 575		62 641	1 218	63 859
Amortissement	4	11 824 234	9 916 686	12 178 935	222 448	12 401 383
(Gain) perte sur cession	5	(1 575)		8 247	(131)	8 116
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(33 458 808)	(24 034 814)	(678 534)	(34 418)	(712 952)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	30 483		9 819	(14 124)	(4 305)
Variation des autres actifs non financiers	10	196 992		(85 903)	(6 764)	(92 667)
	11	227 475		(76 084)	(20 888)	(96 972)
	12	(19 077 439)	(9 731 551)	5 979 088	(634 531)	5 344 557
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13					
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(19 077 439)	(9 731 551)	5 979 088	(634 531)	5 344 557
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(165 542 330)		(184 619 769)	(977 991)	(185 597 760)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16					
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(165 542 330)		(184 619 769)	(977 991)	(185 597 760)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(184 619 769)		(178 640 681)	(1 612 522)	(180 253 203)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2015	Administration municipale	Administration municipale	2016	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>							
Encaisse	1	21 793 944	16 571 203	1 980 220	18 551 423		
Débiteurs (note 5)	2	38 658 030	33 469 807	3 217 323	33 437 204		
Prêts (note 6)	3	1 605 735	1 741 537		1 265 537		
Placements de portefeuille (note 7)	4						
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5						
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 677 000	1 851 500		1 851 500		
Autres actifs financiers (note 9)	7						
	8	63 734 709	53 634 047	5 197 543	55 105 664		
<b>PASSIFS</b>							
Découvert bancaire	9						
Emprunts temporaires (note 10)	10	15 003 335	11 432 585		11 432 585		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	22 731 857	17 418 020	5 253 481	19 421 575		
Revenus reportés (note 12)	12	2 120 978	2 478 273	112 306	2 590 579		
Dettes à long terme (note 13)	13	208 498 308	200 945 850	1 444 278	201 914 128		
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14						
	15	248 354 478	232 274 728	6 810 065	235 358 867		
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(184 619 769)	(178 640 681)	(1 612 522)	(180 253 203)		
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>							
Immobilisations (note 15)	17	355 494 728	356 173 262	804 283	356 977 545		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	10 879	10 879		10 879		
Stocks de fournitures	19	470 877	461 058	35 969	497 027		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	487 623	573 526	46 349	619 875		
	21	356 464 107	357 218 725	886 601	358 105 326		
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	5 383 871	9 660 310	(305 880)	9 354 430		
Excédent de fonctionnement affecté	23	15 098 404	4 212 161	219 954	4 432 115		
Réserves financières et fonds réservés	24	3 245 654	3 519 672		3 519 672		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 2 795 002 )	( 3 212 061 )	( 323 377 )	( 3 535 438 )		
Financement des investissements en cours	26	(11 399 694)	(6 965 160)		(6 965 160)		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	162 311 105	171 363 122	(316 618)	171 046 504		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28						
	29	171 844 338	178 578 044	(725 921)	177 852 123		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	14 153 894	6 733 706	(579 225)	6 154 481
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	11 824 234	12 178 935	222 448	12 401 383
Autres	3	-	-	-	-
- Gain/perte sur disp. d'actifs	4	(1 575)	8 247	(131)	8 116
	5	25 976 553	18 920 888	(356 908)	18 563 980
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(9 982 883)	5 188 223	(1 504 292)	6 284 551
Autres actifs financiers	7	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	8	4 827 907	(5 313 837)	3 055 282	(4 859 175)
Revenus reportés	9	(171 436)	357 295	(59 613)	297 682
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(284 000)	(174 500)	-	(174 500)
Propriétés destinées à la revente	11	-	-	-	-
Stocks de fournitures	12	30 483	9 819	(14 124)	(4 305)
Autres actifs non financiers	13	196 992	(85 903)	(6 764)	(92 667)
	14	20 593 616	18 901 985	1 113 581	20 015 566
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15	(45 283 042)	(12 928 357)	257 953	(13 186 310)
Produit de cession	16	1 575	62 641	1 218	63 859
	17	(45 281 467)	(12 865 716)	(256 735)	(13 122 451)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18	(259 735)	(255 802)	-	(5 802)
Remboursement ou cession	19	-	120 000	-	120 000
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20	-	-	-	-
Cession	21	-	-	-	-
	22	(259 735)	(135 802)	-	114 198
<b>Activités de financement (note 23)</b>					
Émission de dettes à long terme	23	45 346 656	4 005 007	250 000	4 005 007
Remboursement de la dette à long terme	24	(9 732 329)	(11 337 007)	(70 386)	(11 407 393)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 969 209)	(3 570 750)	(649 702)	(4 220 452)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(160 425)	(220 458)	-	(220 458)
Autres	27	-	-	-	-
- Emprunt temp. - Centre	28	-	-	649 702	649 702
	29	30 484 693	(11 123 208)	179 614	(11 193 594)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	5 537 107	(5 222 741)	1 036 460	(4 186 281)
Solde déjà établi	31	16 256 837	21 793 944	943 760	22 737 704
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32	-	-	-	-
Solde redressé	33	16 256 837	21 793 944	943 760	22 737 704
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>					
	34	21 793 944	16 571 203	1 980 220	18 551 423

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>	
<b>Rémunération</b>	1	13 619 068	15 694 797	14 178 726	1 824 612	16 003 338
<b>Charges sociales</b>	2	3 746 539	4 344 971	4 261 561	239 391	4 500 952
<b>Biens et services</b>	3	21 981 668	24 610 167	24 861 260	5 411 833	26 449 806
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	5 082 938	5 538 164	5 484 106	38 129	5 522 235
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	361 182	372 363	347 009		347 009
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	104 453	187 000	71 599	87 997	159 596
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	4 515 500	6 236 207	4 040 827		3 916 520
Transferts	10					
Autres	11					
Autres organismes						
Transferts	12	3 905 695	2 826 474	2 119 937		2 119 937
Autres	13	754 019	315 487	248 051	1 006 462	1 254 513
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	11 824 234	9 916 686	12 178 935	222 448	12 401 383
<b>Autres</b>						
- Indemnités, mauvaises créances	15	52 387	55 000	128 656	44 640	173 296
- Autres charges	16	7 879	7 505	11 897		11 897
-	17					
	18	65 955 562	70 104 821	67 932 564	8 875 512	72 860 482

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	58 458 587	61 447 482	55 875 997
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 033 168	1 033 428	1 034 059
Quotes-parts	3			
Transferts	4	9 128 607	4 031 961	14 129 900
Services rendus	5	4 393 725	6 466 180	6 119 836
Imposition de droits	6	2 933 716	4 154 264	3 423 022
Amendes et pénalités	7	477 500	442 317	473 464
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	521 441	707 528	634 310
Autres revenus	10	8 873 500	731 803	1 697 127
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	85 820 244	79 014 963	83 387 715
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	7 246 123	8 323 177	6 874 230
Sécurité publique	15	9 647 478	7 859 534	7 432 351
Transport	16	16 982 545	18 025 813	17 377 190
Hygiène du milieu	17	13 368 655	12 869 296	13 010 941
Santé et bien-être	18	774 130	818 198	755 309
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 151 708	3 048 616	2 825 277
Loisirs et culture	20	14 569 511	15 887 008	13 693 339
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	6 097 527	6 028 840	5 550 932
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	71 837 677	72 860 482	67 519 569
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	13 982 567	6 154 481	15 868 146
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		171 697 642	159 210 964
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(3 381 468)
Solde redressé	28		171 697 642	155 829 496
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		177 852 123	171 697 642

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	13 982 567	6 154 481	15 868 146
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	33 960 272 ) (	13 186 310 ) (	45 322 003 )
Produit de cession	3		63 859	1 575
Amortissement	4	10 002 198	12 401 383	11 859 359
(Gain) perte sur cession	5		8 116	(1 575)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(23 958 074)	(712 952)	(33 462 644)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(4 305)	30 483
Variation des autres actifs non financiers	10		(92 667)	196 130
	11		(96 972)	226 613
	12	(9 975 507)	5 344 557	(17 367 885)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(9 975 507)	5 344 557	(17 367 885)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(185 597 760)	(164 073 322)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(4 156 553)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(185 597 760)	(168 229 875)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(180 253 203)	(185 597 760)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	18 551 423	23 387 406
Débiteurs (note 5)	2	33 437 204	39 721 755
Prêts (note 6)	3	1 265 537	1 379 735
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 851 500	1 677 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>55 105 664</u>	<u>66 165 896</u>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	11 432 585	15 653 037
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	19 421 575	24 280 750
Revenus reportés (note 12)	12	2 590 579	2 292 897
Dette à long terme (note 13)	13	201 914 128	209 536 972
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<u>235 358 867</u>	<u>251 763 656</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<u>(180 253 203)</u>	<u>(185 597 760)</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	356 977 545	356 264 593
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	10 879	10 879
Stocks de fournitures	19	497 027	492 722
Autres actifs non financiers (note 17)	20	619 875	527 208
	21	<u>358 105 326</u>	<u>357 295 402</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<u>177 852 123</u>	<u>171 697 642</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 154 481	15 868 146
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	12 401 383	11 859 359
Autres			
- Red. FPTJ - Centre Multi	3		(2 832 877)
- Gain/perte sur disp. d'actifs	4	8 116	(1 575)
	5	18 563 980	24 893 053
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	6 284 551	(9 392 320)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(4 859 175)	5 095 884
Revenus reportés	9	297 682	483
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(174 500)	(284 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(4 305)	8 638
Autres actifs non financiers	13	(92 667)	158 963
	14	20 015 566	20 480 701
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 13 186 310 )	( 45 322 003 )
Produit de cession	16	63 859	1 575
	17	(13 122 451)	(45 320 428)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	( 5 802 )	( 259 735 )
Remboursement ou cession	19	120 000	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	114 198	(259 735)
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	4 005 007	46 385 320
Remboursement de la dette à long terme	24	( 11 407 393 )	( 9 732 329 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 220 452)	(4 319 507)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(220 458)	(160 425)
Autres			
- Dette centre red.	27		(1 038 664)
- Emprunt temp. centre red.	28	649 702	(649 702)
	29	(11 193 594)	30 484 693
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(4 186 281)	5 385 231
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	22 737 704	17 352 473
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	22 737 704	17 352 473
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>			
	34	18 551 423	22 737 704

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

### 1. Statut de l'organisme municipal

La ville est un organisme municipal organisé et existant en vertu des lois de la province de Québec. Selon le décret 302-94, les Villes de Vaudreuil et de Dorion se sont regroupées afin de se constituer en la Ville de Vaudreuil-Dorion, le 16 mars 1994.

La Ville de Vaudreuil était constituée en vertu du Bill 148, chapitre 93, le 10 juillet 1963. La Ville de Dorion était constituée en vertu de la loi Georges V, chapitre 59, le 16 mars 1916.

La ville est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, organisme regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. Les dépenses de la M.R.C. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 27% des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 63 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île, le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion et Festivités de Vaudreuil-Dorion.

Les comptes de la ville, du CIT de la Presqu'île, du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, de Festivités de Vaudreuil-Dorion et de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas des partenariats. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île pour l'exercice est de 16,33 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 54,54 % en début d'exercice à 52,74 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice est de 100 %.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes pour l'exercice est de 100 %.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de Festivités de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice est de 100 %.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Ville de Vaudreuil-Dorion excluant les organismes qu'elle contrôle.

### **B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés au tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

#### Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Vaudreuil-Dorion, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les principales estimations comprennent les provision pour créances douteuses et réclamations en justice, la durée d'utilité des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**C) Actifs financiers**Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

**E) Actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans
Véhicules	5, 7, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 9, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 6 et 10 ans
Améliorations locatives	5 et 10 ans

**F) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**G) Avantages sociaux futurs**

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le CIT de La Presqu'île est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées.**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

**I) Instruments financiers**

s.o.

**J) Autres éléments**

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	5 080 233	4 408 854
Placements de portefeuille	2		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	3	4 417 949	3 436 086
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	17 735 496	19 016 495
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	5 654 481	11 918 628
Organismes municipaux	7	3 627 715	3 595 710
Autres			
- Mutations	8	1 334 744	1 020 939
- Organismes, ind. intérêts, aut	9	666 819	733 897
	10	33 437 204	39 721 755
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	12 309 760	11 822 368
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	12 309 760	11 822 368
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	153 026	160 219
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
- Maison Félix-Leclerc, FCVD	18	1 000 000	1 120 000
- Centre MCJ, prog. inst. sept.	19	265 537	259 735
	20	1 265 537	1 379 735
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		

**Note****Société de sauvegarde de la mémoire de Félix-Leclerc à Vaudreuil-Dorion**

1 000 000\$ taux de base moins 1.5%

Avance dans le cadre du projet de restauration de la maison en attente du versement des subventions et autres sources de financement. Remboursable sur réception des différents montants ou au plus tard le 12 septembre 2018.

**Festival de cirque de Vaudreuil-Dorion**

En 2016, la ville a exercé ses droits sur l'hypothèque mobilière grevant le chapiteau et l'organisme a ainsi, en échange de la radiation de la dette, transféré la propriété du chapiteau à l'organisme "Festivités Vaudreuil-Dorion"

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

2016

2015

**Centre multidisciplinaire de la Cité des jeunes**

226 000 \$ au taux de base plus 1 %, remboursable au plus tard le 31 décembre 2025.  
250 000 \$ sans intérêts, sans modalité de remboursement précises (avance de fonds assimilable à une marge de crédit d'opération). Ces prêts ont été éliminés avec la dette du centre lors de la consolidation.

**Programme de mise aux normes des installations septiques d'une partie du district Quinchien - règlement 1695**

En 2014, la ville a adopté le règlement 1695 dans le but de financer l'acquisition de systèmes de traitement des eaux usées pour des résidences du secteur Quinchien. Certains citoyens s'en sont prévalu et la sommes qui était due, au 31 décembre 2016, s'élève à 265 537 \$ au taux d'intérêt du règlement d'emprunt 1704, adopté afin de financer ce programme d'aide. Les immeubles visés on commencé à rembourser en 2017, sur leur compte de taxes.

**7. Placements de portefeuille**

Placements à titre d'investissement	22
Autres placements	23
	<hr/> 24
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 2 231 000	2 039 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ( 379 500 )	( 362 000 )
	28 <u>1 851 500</u>	<u>1 677 000</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 1 657 000	1 574 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30 28 500	27 000
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32 70 083	15 857
Régimes de retraite des élus municipaux	33 67 495	69 990
	34 <u>1 823 078</u>	<u>1 686 847</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

***La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal***

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

**Application de la Loi aux régimes de la Ville**

La municipalité participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi qui fait l'objet du processus de négociations depuis janvier 2016. À moins d'entente différente à cet effet, puisque le Régime est un régime avec report, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur, soit le 31 décembre 2017 au plus tard. À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45% assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs.

Suite à la préparation des états financiers de 2014, une nouvelle évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2014 a été préparée relativement à l'application de la Loi. À la suite de cette évaluation actuarielle, déposée après le dépôt du précédent rapport financier. Les résultats de l'année 2016 tiennent compte de l'effet des nouveaux résultats obtenus. L'ajustement apporté est le suivant:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

- Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs :
  - Incidence sur le coût des services passés : S.O.
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : S.O.
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
  
- Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle :
  - Incidence sur le coût des services passés (a) : 24 000 \$
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (b) : S.O.
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
  
- Partage du déficit des participants retraités :
  - Incidence sur le coût des services passés : S.O.
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : S.O.
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
  
- Plafond du service courant :
  - Incidence sur le coût des services passés : S.O.
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : S.O.
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
  
- Partage du service courant :
  - Incidence sur le coût des services passés : S.O.
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : S.O.
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
  
- Partage du déficit lié au service postérieur :
  - Incidence sur le coût des services passés : S.O.
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : S.O.
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
  
- Cotisation au fonds de stabilisation :
  - Incidence sur le coût des services passés : S.O.
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : S.O.
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
  
- Grand total des incidences :
  - Incidence sur le coût des services passés (a) : 24 000 \$
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (b) : S.O.
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune

(a) Le total des incidences sur le coût des services passés correspond au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1.

Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45% assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs.

(b) Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie correspond au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1.

La ville participe à 1 régime de retraite qui est visés par la Loi qui font l'objet du processus de négociations depuis janvier 2016. À moins d'entente différente à cet effet puisque le régime est un régime avec report, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de la date de fin de la convention en vigueur, soit le 31 décembre 2017 au plus tard. À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	35
Autres	36
	37

**Note****10. Emprunts temporaires**

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 82 945 927 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel moins 0.50%. Au 31 décembre 2016, les montants utilisés totalisent 11 432 585 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

De plus, la ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 4 000 000 \$ au taux préférentiel moins 0.50%. Au 31 décembre 2016, cette marge de crédit était inutilisée.

À ces emprunts s'ajoute l'emprunt bancaire du Centre Multidisciplinaire de la Cité des jeunes, au montant de NIL \$. Cette marge est autorisée à 300 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel plus 0.25 % et est garantie par la ville.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	38	5 238 061	12 775 321
Salaires et avantages sociaux	39	2 635 816	2 093 646
Dépôts et retenues de garantie	40	8 186 455	7 396 924
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts courus sur dette L-T	44	435 045	1 387 563
- Gouvernement du Québec	45	1 721 418	599 296
- Organismes municipaux	46	1 179 136	28 000
- Gouvernement du Canada	47	25 644	
-	48		
	49	19 421 575	24 280 750

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	50		424
Transferts	51		416 055
Fonds parcs et terrains de jeux	52		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Parcs, terrains de jeux	56	1 873 358	1 572 386
- Loyers, inscriptions, autres	57	717 221	304 032
-	58		
-	59		
	60	2 590 579	2 292 897

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					<b>2016</b>		<b>2015</b>	
<b>13. Dette à long terme</b>	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>					
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,95	2017	2053	61	202 083 000	209 415 000	
Obligations et billets en monnaies étrangères					62			
Gains (pertes) de change reportés					63			
					64			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65			
Organismes municipaux					66			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67			
Autres	2,95	2,95	2020	2020	68	968 278	1 038 664	
					69	203 051 278	210 453 664	
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	( 1 137 150 )	( 916 692 )	
					71	201 914 128	209 536 972	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>					<b>Total 2016</b>
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>				
2017	72	80	11 190 000	88	97	968 278	105	12 158 278
2018	73	81	11 411 000	89	98		106	11 411 000
2019	74	82	11 163 000	90	99		107	11 163 000
2020	75	83	11 349 000	91	100		108	11 349 000
2021	76	84	11 367 000	92	101		109	11 367 000
2022 et +	77	85	145 603 000	93	102		110	145 603 000
	78	86	202 083 000	94	103	968 278	111	203 051 278
Intérêts et frais accessoires				95			112	
	79	87	202 083 000	96	104	968 278	113	203 051 278

**Note**

	<b>2016</b>		<b>2015</b>	
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	114	(180 253 203)	(185 597 760)	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	( )	( )	
Autres	116	( )	( )	
	117	(180 253 203)	(185 597 760)	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	118	72 814 088	146	492 308	173		200	73 306 396
Eaux usées	119	108 857 398	147		174		201	108 857 398
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	112 562 600	148	2 764 377	175		202	115 326 977
Autres	121	41 007 407	149	2 067 521	176	(6 785)	203	43 081 713
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	54 950 947	151	101 764	178		205	55 052 711
Améliorations locatives	124	490 779	152	7 580	179		206	498 359
Véhicules	125	6 855 923	153	599 096	180	368 711	207	7 086 308
Ameublement et équipement de bureau	126	2 467 030	154	40 998	181	7 902	208	2 500 126
Machinerie, outillage et équipement divers	127	5 680 325	155	294 050	182	41 156	209	5 933 219
Terrains	128	19 808 810	156	1 526 613	183		210	21 335 423
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>425 495 307</u>	158	<u>7 894 307</u>	185	<u>410 984</u>	212	<u>432 978 630</u>
Immobilisations en cours	131	<u>75 384 949</u>	159	<u>5 292 003</u>	186		213	<u>80 676 952</u>
	132	<u>500 880 256</u>	160	<u>13 186 310</u>	187	<u>410 984</u>	214	<u>513 655 582</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	133	21 725 544	161	1 776 789	188		215	23 502 333
Eaux usées	134	37 925 759	162	2 664 303	189		216	40 590 062
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	51 117 648	163	3 818 643	190		217	54 936 291
Autres	136	19 417 894	164	1 775 358	191		218	21 193 252
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	5 681 004	166	1 352 838	193		220	7 033 842
Améliorations locatives	139	381 283	167	28 390	194	(4 750)	221	414 423
Véhicules	140	3 648 330	168	378 310	195	300 492	222	3 726 148
Ameublement et équipement de bureau	141	1 629 351	169	197 329	196	7 400	223	1 819 280
Machinerie, outillage et équipement divers	142	3 088 850	170	409 423	197	35 867	224	3 462 406
Autres	143		171		198		225	
	144	<u>144 615 663</u>	172	<u>12 401 383</u>	199	<u>339 009</u>	226	<u>156 678 037</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	145	<u>356 264 593</u>					227	<u>356 977 545</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	10 879	10 879
	241	10 879	10 879
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	10 879	10 879
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Assurances, abonnements...	244	573 526	527 208
- Autres	245	46 349	
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	619 875	527 208
<b>Note</b>			

**18. Obligations contractuelles**

Principaux contrats (avant taxes):

	2017	2018	2019	2020	2021
Loyer Hôtel-de-ville	420 250	447 118	153 245	-	-
Déneigement secteur urbain	951 453	-	-	-	-
Services d'évaluation foncière	579 056	-	-	-	-
Gestion des systèmes d'alarme	3 433	-	-	-	-
Location de terrain	24 500	25 000	-	-	-
Entretien de logiciel	3 015	-	-	-	-
Licence d'utilisation logiciel	11 500	-	-	-	-
Licence d'utilisation logiciel	29 278	29 425	29 572	-	-
Classification horticole (Fleurons)	970	-	-	-	-
Gestion Opti-Centre	10 000	10 000	-	-	-
Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes	1 802 635	1 847 701	1 893 893	1 941 240	1 989 771
Gestion des boues usine d'épuration des eaux usées	103 500	106 087	108 740	-	-
Analyses d'eau potable et d'eau usées	28 850	28 850	28 850	28 850	-

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**Programme d'activités sportives école secondaire de la Cité-des-Jeunes

Afin de favoriser la plus large participation possible des jeunes adolescents à la pratique d'activités physiques, la ville s'est engagée à défrayer une partie des frais d'inscription des jeunes résidents au programme d'activités sportives de la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de cinq ans à compter de 2010. Cette entente a été reconduite aux mêmes conditions pour une période supplémentaire de quatre ans.

2017: 35 000 \$

2018: 35 000 \$

Subventions

La ville s'est engagée à verser 18 735 \$ par année pour une période de trois ans à la Fondation de l'Hôpital du Suroît dans le cadre de sa campagne majeure de financement 2016-2018.

2017: 18 735 \$

2018: 18 735 \$

2019: 18 735 \$

Un protocole d'entente sur l'utilisation d'un terrain de soccer synthétique a été signé avec la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de 10 ans. La ville s'est aussi engagée pour l'entretien dudit terrain pour la même période pour un montant ne dépassant pas 70 000\$.

La ville s'est engagée à verser un montant annuel de 25 000 \$ à la Fondation de la Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges pour les années 2017 à 2019.

2017: 25 000 \$

2018: 25 000 \$

2019: 25 000 \$

La ville s'est engagée à verser un montant maximum annuel de 2 000 \$ pour les exercices 2015, 2016 et 2017 au Centre Notre-Dame-de-Fatima pour des services spécialisés destinés aux enfants handicapés résidents de Vaudreuil-Dorion.

2017: 2 000 \$

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

Le 2 mai 2006, la ville a obtenu l'approbation de la ministre des Affaires municipales et des Régions pour se rendre caution d'une obligation de 300 000 \$, pour le compte de la Société de Sauvegarde de la mémoire de Félix Leclerc à Vaudreuil-Dorion dans le cadre de l'acquisition d'un site du patrimoine de la maison Félix-Leclerc. Cet immeuble porte le numéro 1 831 576 du cadastre du Québec et est situé au 186, chemin de l'Anse.

En août 2011, la ville a cautionné une marge de crédit et par la suite, un emprunt à long terme, pour un montant n'excédant pas 2 000 000 \$, pour le compte du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

Des contribuables et des tiers ont signifié des réclamations en dommages-intérêts pour un montant total d'environ 6 138 700 \$. La ville est d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, seule une provision de 28 000 \$ a été prise aux états financiers. De plus, une partie de ces réclamation a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers. Par contre, des négociations ont été entreprises pour certains d'entre eux. Advenant un dénouement défavorable de l'une de ces causes, le montant à payer par la ville serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**d) Autres**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**21. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans le budget des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques. La Fondation du maire de Vaudreuil-Dorion est exclue du budget consolidé puisque cet organisme n'a pas adopté de budget pour l'exercice 2016. L'impact de cette exclusion est non significatif puisque la ville adopte dans son propre budget une charge relativement à cet organisme.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

À des fins de comparaison avec les réalisations 2016, certaines données du budget 2016 ont été reclassées.

**22. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	250 18 551 423	23 387 406
Découvert bancaire	251 ( ) ( )	( )
<i>Ajouter</i>		
-	252	
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
- Emprunts temporaires	256 ( ) ( 649 702 )	( )
-	257 ( ) ( )	( )
-	258 ( ) ( )	( )
-	259 ( ) ( )	( )
-	260 ( ) ( )	( )
-	261 ( ) ( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>262 18 551 423</b>	<b>22 737 704</b>
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**24. Fonds local d'investissement**

	2016	2015
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	273	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	( )	( )
	279		
	280		
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	285		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**25. Fonds local de solidarité****2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>300</b>
---	------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	( )	( )
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****26 ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DU C.I.T. LA PRESQU'ILE**

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2016 est de 65,90 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 925 513 \$, incluant la clause carburant, en 2016.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2500 heures par an par véhicule pour les trois premiers autocars assignés, au taux horaire de 122,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2016 est de 126,06 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 483 444 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99,00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2016 est de 104,86 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 553 180\$, excluant la clause carburant, en 2016.

En septembre 2015, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2024 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus intermédiaires à raison d'un minimum de 3 000 heures par an, par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 79,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1.25 % par année. Le taux horaire au 1er octobre 2016 est de 76,95 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 675 370 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

**Bail**

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

**ENGAGEMENTS DU CENTRE MULTIDISCIPLINAIRE DE LA CITÉ-DES-JEUNES**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

L'organisme s'est engagé en vertu de contrats pour des services de télécommunications et d'entretien ménager.

Les montants exigibles au cours des prochains exercices sont :

2017 : 164 348 \$  
2018 : 7 800 \$  
2019 : 5 850 \$

**27 ARRÊT PRÉVU DES ACTIVITÉS DU CIT LA PRESQU'ÎLE**

Le 19 mai 2016, l'Assemblée Nationale a adopté la Loi 76, «Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal» décrétant l'abrogation de la Loi sur les Conseils Intermunicipaux de Transport (CIT) ainsi que l'abrogation de la Loi sur l'Agence métropolitaine de Transport (AMT), le tout effectif le 31 mai 2017.

Suite à ces abrogations, deux nouvelles entités seront créées, soit l'Autorité Régionale de Transport Métropolitain (ARMT) et le Réseau de Transport Métropolitain (RTM). L'ARTM a pour mission d'assurer, par des modes de transport collectif, la mobilité des personnes sur son territoire, incluant celles à mobilité réduite. À cette fin, l'ARTM planifie, développe, soutient et fait la promotion du transport collectif. Elle favorise l'intégration des services entre les différents modes de transport et augmente l'efficacité des corridors routiers. Le RTM exploite une entreprise de services de transport collectif, incluant le transport adapté pour les personnes handicapées des Couronnes Sud et Nord. Le RTM a compétence exclusive pour exploiter, sur son territoire, une entreprise de services de transport collectif par trains de banlieue.

L'ARTM et le RTM entreront en fonction le 1er juin 2017.

Tous les engagements contractuels en matière de transport collectif du CIT La Presqu'Île seront transférés au RTM.

**28 OEUVRES D'ART**

Lors de projets réalisés en partenariat avec le gouvernement du Québec, la ville doit investir une somme équivalant généralement à 1% de la valeur du projet dans l'intégration d'une oeuvre d'art. Dans chaque cas, une entente avec le ministère de la Culture vient préciser les modalités (coût, artiste, etc.,). Voici le coût des oeuvres d'arts passées en charge selon les projets:

2013: réfection et agrandissement (2e glace) de l'aréna municipal: 104 190 \$  
2015: construction d'un centre multisports: 135 688 \$

**29 DONNÉES COMPARATIVES**

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

**30 Événements postérieurs à la date du bilan**

Le 20 mars 2017, par la résolution 17-03-217, la ville a décidé de procéder à l'exercice de ses droits hypothécaires reliés au prêt de 1 000 000 \$ consenti pour le projet de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

restauration de la maison Félix-Leclerc. La ville deviendra alors propriétaire des lots 1 831 576 et 1 834 118 ainsi que des biens immeubles et meubles s'y trouvant une fois toutes les étapes légales franchies. En échange, la ville radiera la dette de 1 000 000 \$ et s'est engagée à acquitter toutes les autres dettes de l'organisme connues ou prévisibles, à l'exception de celles qui sont autrement garanties).

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 354 430	4 478 894
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 432 115	15 285 619
Réserves financières et fonds réservés	3	3 519 672	4 311 519
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	3 535 438 ) (	2 868 379 )
Financement des investissements en cours	5	(6 965 160)	(11 399 694)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	171 046 504	161 889 683
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	██████████	██████████
	8	177 852 123	171 697 642
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	9 660 310	5 383 871
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	(305 880)	(904 977)
	11	9 354 430	4 478 894
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Exercice financier suivant	12	789 494	1 983 627
- Prog. réno. bâtiments anciens	13	50 000	50 000
- Immeubles municipaux	14	1 521 167	11 387 777
- Actif-avantages sociaux futurs	15	1 851 500	1 677 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	4 212 161	15 098 404
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- CITPI	22	219 954	187 215
-	23		
-	24		
	25	219 954	187 215
	26	4 432 115	15 285 619
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières			
- CITPI	27		1 065 865
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		1 065 865
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	1 150 855	1 424 942
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	1 045 674	773 871
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-Fonds de stationnement	40	185 993	130 949
-Dép. reporté financé L-T	41	1 137 150	915 892
	42	3 519 672	3 245 654
	43	3 519 672	4 311 519

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (	) (
Régimes non capitalisés	45 (	) (
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 (	) (
Autres	47 (	) (
Régimes non capitalisés	48 (	) (
	49 (	) (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 (	) (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 (	) (
Autres		
-	53 (	) (
-	54 (	) (
	55 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	57 (	1 377 ) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	59 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	60 (	) (
Autres		
-	61 (	) (
-	62 (	) (
	63 (	1 377 ) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 (	1 562 404 ) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 (	) (
Autres		
- Autre financement	67 (	1 648 280 ) (
- Organismes	68 (	323 377 ) (
	69 (	3 534 061 ) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (	3 535 438 ) (
		2 868 379 )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	76	150 920	252 955
Investissements à financer	77 (	7 116 080 ) (	11 652 649 )
	78	(6 965 160)	(11 399 694)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
<b>Éléments d'actif</b>			
Immobilisations	79	356 977 545	356 264 593
Propriétés destinées à la revente	80	10 879	10 879
Prêts	81	1 265 537	1 379 735
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	358 253 961	357 655 207
<b>Éléments de passif correspondant</b>			
Dette à long terme	85	201 914 128	209 536 972
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	1 137 150	916 692
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	12 309 760 ) (	11 822 368 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (	) (	)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	3 534 061 ) (	2 865 772 )
	90	187 207 457	195 765 524
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91		
	92	187 207 457	195 765 524
	93	171 046 504	161 889 683

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Vaudreuil-Dorion parraine un régime de retraite à prestations déterminées. À l'exception du groupe des pompiers syndiqués, le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final. Ce salaire final est calculé comme étant égal à la moyenne des six années les mieux rémunérées du participant. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2014.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 5.0 % du salaire. Un ajustement à la cotisation salariale est prévu pour les années 2013 à 2027. Cet ajustement est de 1% en 2013, 2% en 2014 et 3 % de 2015 à 2027 ou jusqu'à ce que le Régime soit pleinement capitalisé selon la première éventualité. Les cotisations annuelles d'équilibre de la ville ne peuvent être inférieures à un montant égal à 200% de l'ajustement des cotisations totales des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2 % du salaire final pour chaque année de participation.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 2 039 000	1 737 000
Charge de l'exercice	5 ( 1 657 000 )	( 1 574 000 )
Cotisations versées par l'employeur	6 1 849 000	1 876 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>2 231 000</u>	<u>2 039 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 30 346 000	26 371 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>30 346 000</u> )	( <u>27 644 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	(1 273 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>2 231 000</u>	<u>3 312 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 2 231 000	2 039 000
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>2 231 000</u>	<u>2 039 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>30 346 000</u>	<u>26 371 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>30 346 000</u> )	( <u>27 644 000</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( )	( <u>1 273 000</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 040 000	1 929 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>24 000</u>	<u>1 929 000</u>
	21 2 064 000	1 929 000
Cotisations salariales des employés	22 ( 836 000 )	( 825 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24 1 228 000	1 104 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 400 000	388 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 (24 000)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 604 000</u>	<u>1 492 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>1 548 000</u>	<u>1 421 000</u>
Rendement espéré des actifs	34 ( <u>1 495 000</u> )	( <u>1 339 000</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>53 000</u>	<u>82 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 657 000</u>	<u>1 574 000</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 2 372 000	1 743 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 1 495 000 )	( 1 339 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 877 000	404 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (172 000)	(536 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (1 082 000)	(867 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 31 603 000	27 195 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>1</u>	58 <u></u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville offre actuellement à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie des retraités et des personnes à charge pour les retraités actuels et futurs, ainsi que des prestations de soins de santé pour les retraités et les personnes à charge de trois retraités actuels (qui ont pris leur retraite avant le 1er juillet 1998). La ville paie 100 % des primes pour tous les retraités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2016.

Depuis le 1er juillet 2014, la ville parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées à l'égard des participants affectés par la rente maximale du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion, soit le Régime surcomplémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion. Le régime de retraite est non contributif.



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( 362 000 )	( 344 000 )
Charge de l'exercice	60 ( 28 500 )	( 27 000 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 11 000	9 000
Passif à la fin de l'exercice	62 ( <u>379 500</u> )	( <u>362 000</u> )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( 500 500 )	( 402 000 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 121 000	40 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( <u>379 500</u> )	( <u>362 000</u> )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 13 600	11 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68 13 600	11 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ( ) ( )	( ) ( )
	70 13 600	11 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 2 000	4 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 15 600	15 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 12 900	12 000
Charge de l'exercice	79 28 500	27 000
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 (83 000)	(28 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 2,86 %	3,28 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 7,90 %	6,50 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 5,20 %	5,10 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2026	2020
Autres hypothèses économiques		
-	88	
-	89	

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 2

**Description des régimes et autres renseignements**

Depuis juillet 2016, la ville offre une régime de retraite simplifié (RRS) à ses pompiers. Celui-ci prend la forme d'un versement dans un RRS des employés participants au même taux que celui des participants pour un maximum de 8 % pour la part de la ville. Les employés peuvent verser une contribution volontaire supplémentaire s'ils le souhaitent.

Un régime est offert par le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île à ses employé(e)s. Celui-ci prend la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6% du salaire brut de l'employé. La dépense du CIT est représentée par la cotisation qu'il a versée.

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	93 <u>70 083</u>	<u>15 857</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94  Oui  
 95  Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96 8 9

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	97	<u>16 459</u>	<u>17 224</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	98	55 467	58 046
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	<u>12 028</u>	<u>11 944</u>
	100	<u>67 495</u>	<u>69 990</u>

---

**Note**

La ville a été avisée par le MAMOT qu'elle devra verser une somme estimée à 87 000 \$ au cours des prochaines années au Régime de retraite des maires et des conseillers municipaux des municipalités (RRMCM). Ce régime s'est terminé en 1989 au moment de la mise en place du régime actuel (RREM). La situation financière du régime est déficitaire et comme la ville compte encore des participants à celui-ci, elle devra combler une partie du déficit. La somme de 87 000 \$ a été imputée aux résultats en 2016 et provisionnée au passif.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	202 083 000
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	7 116 080
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	1 045 674
Débiteurs	8	12 309 760
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	150 920
Autres		
-	12	
-	13	

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	195 692 726
---	----	-------------

---

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	968 278
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	196 661 004
------------------------------	----	-------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	1 386 152
Communauté métropolitaine	18	269 941
Autres organismes	19	

---

Endettement total net à long terme	20	198 317 097
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	198 317 097
---	----	-------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

---

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	44 133 140	45 259 626	45 259 626	42 557 548
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	3 585 372	4 235 795	4 235 795	1 940 775
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	47 718 512	49 495 421	49 495 421	44 498 323
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	4 892 477	4 966 907	4 966 907	4 951 021
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
-Tarif installations UV	14	48 254	43 706	43 706	30 795
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	160 000	155 986	155 986	143 809
Service de la dette	18	5 639 344	5 825 515	5 825 515	6 242 404
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		959 947	959 947	9 645
	21	10 740 075	11 952 061	11 952 061	11 377 674
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	10 740 075	11 952 061	11 952 061	11 377 674
	26	58 458 587	61 447 482	61 447 482	55 875 997

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	144 639	146 782	145 445
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28		1 380	2 084
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	144 639	148 162	147 529
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	79 065	91 240	57 856
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	759 708	733 443	775 378
	35	838 773	824 683	833 234
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	983 412	972 845	980 763
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	24 705	26 311	24 773
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	295	295	295
Taxes d'affaires	43			
	44	25 000	26 606	25 068
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45	24 756	33 977	28 228
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	24 756	33 977	28 228
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	1 033 168	1 033 428	1 034 059



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	11 572	11 572	
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54	4 500	1 178	9 207
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	52 000	49 738	48 991
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			1 507 204
Transport adapté	61	500 000	700 763	890 824
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	6 392	6 392	7 441
Réseau de distribution de l'eau potable	68		10 845	10 845
Traitement des eaux usées	69	73 421	144 144	93 922
Réseaux d'égout	70	6 580		7 708
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75	231 000	242 032	250 923
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			23 103
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		329	1 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	338 532	338 532	341 154
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	99 419	113 380	109 680
Autres	88	49 000	38 692	41 000
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	1 360 844	1 657 597	3 373 458

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		86 677	
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	641 000		273 000
Traitement des eaux usées	108	6 510 000		10 483 442
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	7 151 000	86 677	10 756 442

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	8 511 844	1 657 597	4 031 961
				14 129 900

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	262 408	316 019	316 019
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	262 408	316 019	316 019
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	200 000	203 282	203 282
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157		55 676	55 676
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	200 000	258 958	258 958
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	2 700	1 963	1 963
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	6 585	6 725	6 585
Autres	178			
	179	9 285	8 688	8 688
Réseau d'électricité	180			
	181	471 693	583 665	583 665

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	119 183	182 059	143 920
Sécurité publique	183	24 800	3 198	96 376
Transport				
Réseau routier	184	62 076	183 018	163 190
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		1 109 879	1 056 499
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		444 040	542 333
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	16 282	52 941	42 315
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	178 060	189 496	186 372
Loisirs et culture	193	3 054 175	3 717 884	3 333 079
Réseau d'électricité	194			
	195	3 454 576	4 328 596	5 564 084
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	3 926 269	4 912 261	6 119 836
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	231 875	412 650	400 660
Droits de mutation immobilière	198	2 700 000	3 741 346	3 019 861
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200	1 841	268	2 501
	201	2 933 716	4 154 264	3 423 022
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	477 500	442 317	473 464
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	203			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	204	520 000	697 767	634 310
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(8 247)	1 575
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	8 532 000	4 128	19 181
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			
Autres	212	15 000	325 273	1 676 371
	213	8 547 000	321 154	1 697 127
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	790 218	1 002 621	1 556	1 004 177	1 004 177	757 575
Greffe et application de la loi	2	1 034 598	1 156 483	1 213	1 157 696	1 157 696	1 036 200
Gestion financière et administrative	3	1 982 564	2 052 909	49 454	2 102 363	2 102 363	1 896 940
Évaluation	4	483 571	1 251 180		1 251 180	1 251 180	460 559
Gestion du personnel	5	802 710	817 350	1 085	818 435	818 435	778 732
Autres							
- Informatique et géomatique	6	648 594	642 081	5 548	647 629	647 629	616 705
- Communications, bâtiments, aut	7	1 348 595	1 328 035	13 662	1 341 697	1 341 697	1 327 519
	8	7 090 850	8 250 659	72 518	8 323 177	8 323 177	6 874 230
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	5 074 884	4 086 372	5 165	4 091 537	4 091 537	4 253 934
Sécurité incendie	10	4 088 326	3 132 473	438 064	3 570 537	3 570 537	2 973 283
Sécurité civile	11	51 032	41 410	3 854	45 264	45 264	65 149
Autres	12	162 935	152 196		152 196	152 196	139 985
	13	9 377 177	7 412 451	447 083	7 859 534	7 859 534	7 432 351
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 931 277	3 872 345	4 071 329	7 943 674	7 943 674	7 881 466
Enlèvement de la neige	15	2 135 416	1 898 802	17 874	1 916 676	1 916 676	1 954 515
Éclairage des rues	16	372 573	409 510	825 252	1 234 762	1 234 762	1 168 177
Circulation et stationnement	17	331 042	306 698	108 514	415 212	415 212	386 493
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 369 261	1 480 782	1 311	1 482 093	6 515 489	5 986 539
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	10 139 569	7 968 137	5 024 280	12 992 417	18 025 813	17 377 190

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 709 702	2 531 029	978 528	3 509 557	3 509 557	3 251 545
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 006 890	841 415	899 088	1 740 503	1 740 503	1 969 184
Traitement des eaux usées	25	1 126 109	855 374	555 931	1 411 305	1 411 305	1 503 988
Réseaux d'égout	26	639 291	586 099	2 161 093	2 747 192	2 747 192	2 798 037
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	803 827	802 496		802 496	802 496	768 820
Élimination	28	1 097 867	879 259		879 259	879 259	904 171
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	946 941	928 562		928 562	928 562	871 899
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	223 688	240 638	5 521	246 159	246 159	242 706
Traitement	32		162		162	162	28 411
Matériaux secs	33	77 572	43 612		43 612	43 612	17 599
Autres	34						
Plan de gestion	35	65 369	65 370		65 370	65 370	69 888
Autres	36						
Cours d'eau	37	103 074	42 633		42 633	42 633	22 578
Protection de l'environnement	38	701 772	452 486		452 486	452 486	562 115
Autres	39						
	40	9 502 102	8 269 135	4 600 161	12 869 296	12 869 296	13 010 941
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	404 731	405 730		405 730	405 730	356 869
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	369 399	357 739		357 739	412 468	398 440
	44	774 130	763 469		763 469	818 198	755 309
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 541 951	2 448 516	14 394	2 462 910	2 462 910	2 295 673
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	586 251	585 193		585 193	585 193	528 428
Tourisme	49	5 670	513		513	513	1 176
Autres	50						
Autres	51						
	52	3 133 872	3 034 222	14 394	3 048 616	3 048 616	2 825 277

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 107 702	4 680 817	728 047	5 408 864	4 994 205	3 487 606
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 853 556	1 750 838	364 650	2 115 488	2 115 488	2 095 426
Piscines, plages et ports de plaisance	55	890 198	742 834	39 328	782 162	782 162	866 931
Parcs et terrains de jeux	56	3 800 839	3 966 120	801 310	4 767 430	4 767 430	3 402 874
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59					128 326	820 466
	60	10 652 295	11 140 609	1 933 335	13 073 944	12 787 611	10 673 303
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	922 853	783 315	4 535	787 850	787 850	718 892
Bibliothèques	62	1 741 836	1 525 030	69 793	1 594 823	1 594 823	1 611 288
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	755 924	703 888	12 836	716 724	716 724	689 856
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	3 420 613	3 012 233	87 164	3 099 397	3 099 397	3 020 036
	67	14 072 908	14 152 842	2 020 499	16 173 341	15 887 008	13 693 339
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
	68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	5 647 320	5 556 180		5 556 180	5 594 309	5 186 646
Autres frais	70	263 207	274 935		274 935	274 935	257 474
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	175 000	65 900		65 900	65 900	96 000
Autres	72	12 000	5 699		5 699	93 696	10 812
	73	6 097 527	5 902 714		5 902 714	6 028 840	5 550 932
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>							
	74						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	75	9 916 686	12 178 935	( 12 178 935 )			



## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Vaudreuil-Dorion (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

---



Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2017-06-12

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>64 167 307</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	2 719 825
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>2 719 825</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u><b>61 447 482</b></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes			1	61 447 482
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>2 719 825</u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>64 167 307</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	13 295 727		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	155 986		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>13 451 713</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>50 715 594</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	1 <u>5 245 986 600</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	2 <u>5 555 076 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>5 400 531 750</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>50 715 594</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>5 400 531 750</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2016</b>	6 <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span> , <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">9 3 9 1</span> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	4 475 500	15 884	612 373
Usines de traitement de l'eau potable	2	2 325 000	770 505	5 407 753
Usines et bassins d'épuration	3	15 093 000	8 489 294	29 660 499
Conduites d'égout	4	2 743 500	178 470	622 795
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 037 000	847 908	3 761 860
Ponts, tunnels et viaducs	7			2 444
Systèmes d'éclairage des rues	8		160 321	402 641
Aires de stationnement	9		4 478	
Parcs et terrains de jeux	10		209 179	551 633
Autres infrastructures	11	588 000	366 031	1 193 644
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	402 500	46 567	32 205
Édifices communautaires et récréatifs	14		406 413	1 012 609
Améliorations locatives	15		7 580	24 943
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	636 000	599 096	391 514
Ameublement et équipement de bureau	18	112 000	61 964	92 818
Machinerie, outillage et équipement divers	19	39 000	80 047	281 821
Terrains	20	500 000	692 200	1 270 451
Autres	21			
	22	33 951 500	12 928 357	45 322 003

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		(6 755)	499 871
Usines de traitement de l'eau potable	24		770 505	5 407 753
Usines et bassins d'épuration	25		8 484 382	29 660 499
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		314 360	3 019 581
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		22 639	112 502
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30		4 912	
Conduites d'égout	31		178 470	622 795
Autres infrastructures	32		1 273 557	2 892 641
Autres immobilisations	33		1 886 287	3 106 361
	34		12 928 357	45 322 003

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	209 415 000	4 005 007	11 337 007	202 083 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	1 038 664		70 386	968 278
	7	210 453 664	4 005 007	11 407 393	203 051 278
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	773 871	542 354	270 551	1 045 674
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	134 684 790	959 104	6 912 203	128 731 691
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	63 172 635	1 115 957	3 324 439	60 964 153
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	198 631 296	2 617 415	10 507 193	190 741 518
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	11 822 368	1 387 592	900 200	12 309 760
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	11 822 368	1 387 592	900 200	12 309 760
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	11 822 368	1 387 592	900 200	12 309 760
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	11 822 368	1 387 592	900 200	12 309 760
	26	210 453 664	4 005 007	11 407 393	203 051 278
Dettes en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	210 453 664	4 005 007	11 407 393	203 051 278

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>Administration générale</b>					
Grefte et application de la loi	1	500	501	501	501
Évaluation	2				
Autres	3	486 213	486 512	486 512	457 927
<b>Sécurité publique</b>					
Police	4	52 525	52 524	52 524	49 410
Sécurité incendie	5	58 068	58 068	58 068	64 599
Sécurité civile	6				
Autres	7				
<b>Transport</b>					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	2 698 616	600 345	476 038	
Autres	10				
<b>Hygiène du milieu</b>					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	1 056 939	1 056 939	1 056 939	998 256
Cours d'eau	13	95 199	26 885	26 885	22 517
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
<b>Santé et bien-être</b>					
Logement social	16	404 731	405 730	405 730	356 869
Autres	17				
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	407 382	401 375	401 375	427 986
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	576 317	576 498	576 498	518 861
Autres	21				
<b>Loisirs et culture</b>					
Activités récréatives	22	18 429	18 429	18 429	17 901
Activités culturelles	23	381 288	357 021	357 021	295 418
<b>Réseau d'électricité</b>					
	24				
	25	6 236 207	4 040 827	3 916 520	3 210 245

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	45,43	37,50	88 892,00	4 248 542	1 298 651	5 547 193
Professionnels	2						
Cols blancs	3	94,22	35,00	172 075,00	4 522 264	1 382 319	5 904 583
Cols bleus	4	65,12	40,00	135 911,00	3 806 946	1 163 668	4 970 614
Policiers	5						
Pompiers	6	11,07	40,00	23 118,00	1 168 591	232 535	1 401 126
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	215,84		419 996,00	13 746 343	4 077 173	17 823 516
Élus	9	9,00			432 383	184 388	616 771
	10	224,84			14 178 726	4 261 561	18 440 287

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	700 763				700 763
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	6 392				6 392
Réseau de distribution de l'eau potable	13	10 845				10 845
Traitement des eaux usées	14	144 144				144 144
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	744 537			50 916	795 453
	17	1 606 681			50 916	1 657 597

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
<b>Administration générale</b>																
Grefte et application de la loi	1	1 156 483	27		1 213	53		1 157 696	79		105			1 157 696	131	
Évaluation	2	1 251 180	28			54		1 251 180	80		27 830	106		1 223 350	132	
Autres	3	5 842 996	29		71 305	55		5 914 301	81		154 229	107		5 760 072	133	383 222
	4	8 250 659	30		72 518	56		8 323 177	82		182 059	108		8 141 118	134	383 222
<b>Sécurité publique</b>																
Police	5	4 086 372	31		5 165	57		4 091 537	83		109			4 091 537	135	
Sécurité incendie	6	3 132 473	32		438 064	58		3 570 537	84		319 217	110		3 251 320	136	216 895
Sécurité civile	7	41 410	33		3 854	59		45 264	85		111			45 264	137	
Autres	8	152 196	34			60		152 196	86		112			152 196	138	
	9	7 412 451	35		447 083	61		7 859 534	87		319 217	113		7 540 317	139	216 895
<b>Transport</b>																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	3 872 345	36		4 071 329	62		7 943 674	88		161 312	114		7 782 362	140	1 758 272
Enlèvement de la neige	11	1 898 802	37		17 874	63		1 916 676	89		21 706	115		1 894 970	141	
Autres	12	716 208	38		933 766	64		1 649 974	90		116			1 649 974	142	
Transport collectif	13	1 480 782	39		1 311	65		1 482 093	91		117			1 482 093	143	
Autres	14		40			66			92		118				144	
	15	7 968 137	41		5 024 280	67		12 992 417	93		183 018	119		12 809 399	145	1 758 272
<b>Hygiène du milieu</b>																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																
Réseau de distribution de l'eau potable	16	2 531 029	42		978 528	68		3 509 557	94		232 708	120		3 276 849	146	779 332
Traitement des eaux usées	17	841 415	43		899 088	69		1 740 503	95		121			1 740 503	147	247 697
Réseaux d'égout	18	855 374	44		555 931	70		1 411 305	96		59 560	122		1 351 745	148	566 814
	19	586 099	45		2 161 093	71		2 747 192	97		13 055	123		2 734 137	149	756 947
Matières résiduelles																
Déchets domestiques et assimilés	20	1 681 755	46			72		1 681 755	98		124			1 681 755	150	
Matières recyclables	21	1 212 974	47		5 521	73		1 218 495	99		125			1 218 495	151	
Autres	22	65 370	48			74		65 370	100		6 124	126		59 246	152	
Cours d'eau	23	42 633	49			75		42 633	101		127			42 633	153	
Protection de l'environnement	24	452 486	50			76		452 486	102		452	128		452 034	154	
Autres	25		51			77			103		129				155	
	26	8 269 135	52		4 600 161	78		12 869 296	104		311 899	130		12 557 397	156	2 350 790

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157	405 730	172		187	405 730	202		217	405 730	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	357 739	174		189	357 739	204		219	357 739	234	
	160	763 469	175		190	763 469	205		220	763 469	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 448 516	176	14 394	191	2 462 910	206	189 496	221	2 273 414	236	25 417
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	585 706	178		193	585 706	208		223	585 706	238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	3 034 222	180	14 394	195	3 048 616	210	189 496	225	2 859 120	240	25 417
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	11 140 609	181	1 933 335	196	13 073 944	211	3 707 596	226	9 366 348	241	1 122 115
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 525 030	182	69 793	197	1 594 823	212	18 976	227	1 575 847	242	46 003
Autres	168	1 487 203	183	17 371	198	1 504 574	213		228	1 504 574	243	
	169	14 152 842	184	2 020 499	199	16 173 341	214	3 726 572	229	12 446 769	244	1 168 118
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245	
	171	49 850 915	186	12 178 935	201	62 029 850	216	4 912 261	231	57 117 589	246	5 902 714

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

		2016	2015
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	12 928 357	45 283 042
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	12 928 357	45 283 042

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	115 233	16 216
Conseillers	25 100	12 550

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	5 383 871	5 223 617
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	5 383 871	5 223 617
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	8 965 154	5 243 133
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(17 617)	(74 901)
Activités d'investissement	6	(857 104)	(85 829)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 813 994)	(4 922 149)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	4 276 439	160 254
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	9 660 310	5 383 871
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	15 098 404	12 015 222
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	15 098 404	12 015 222
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 983 628)	(1 138 628)
Activités d'investissement	17	(12 716 609)	(700 339)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 813 994	4 922 149
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(10 886 243)	3 083 182
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	4 212 161	15 098 404
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	3 245 654	3 160 630
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	3 245 654	3 160 630
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	831 357	561 527
Activités d'investissement	27	(790 183)	(533 155)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	232 844	56 652
	30	274 018	85 024
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	3 519 672	3 245 654



**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		2016	2015
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 2 795 002 )	( 2 511 453 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 2 795 002 )	( 2 511 453 )
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	( )	( )
Activités de fonctionnement - Diminution	36	1 230	2 074
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	( 804 904 )	( 616 688 )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	386 615	331 065
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	39	( 3 212 061 )	( 2 795 002 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	40	(11 399 694)	(24 990 838)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		
Solde redressé au début de l'exercice	42	(11 399 694)	(24 990 838)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	4 667 378	13 647 796
<b>Virements</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46	(232 844)	(56 652)
	47	4 434 534	13 591 144
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	48	(6 965 160)	(11 399 694)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	49	162 311 105	164 793 266
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		
Solde redressé au début de l'exercice	51	162 311 105	164 793 266
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Affectations et virements</b>			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	( 1 812 511 )	( 44 729 968 )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	10 950 392	9 401 264
Variation résiduelle de l'exercice	56	(85 864)	32 846 543
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	57	171 363 122	162 311 105

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>4 750 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>4 750 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>4 750 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	( )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	( )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	( )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[ 0 ] , [ 6 ] [ 1 ] [ 0 ] [ 0 ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[ 0 ] , [ 6 ] [ 9 ] [ 3 ] [ 8 ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[ 1 ] , [ 5 ] [ 9 ] [ 0 ] [ 5 ] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[ 1 ] , [ 6 ] [ 6 ] [ 2 ] [ 5 ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[ 1 ] , [ 2 ] [ 2 ] [ 0 ] [ 0 ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[ 0 ] , [ 6 ] [ 1 ] [ 0 ] [ 0 ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(Montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	2   7   5 , 0   0	\$
Égout	2	,	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	,	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Améliorations locales de	,0001	1	
Améliorations locales à	,2466	1	
Améliorations locales de	,0001	2	
Améliorations locales à	1,4844	2	
Améliorations locales de	,0216	3	
Améliorations locales à	78,5181	3	
Améliorations locales de	3,4181	4	
Améliorations locales à	1 072,8308	4	
Améliorations locales de	,0001	7	au pied carré
Améliorations locales à	,0923	7	au pied carré
Améliorations locales de	,0155	7	au pied linéaire
Améliorations locales à	21,6611	7	au pied linéaire
tarifs d'eau de	235,0000	4	
tarifs d'eau à	8 778,0000	4	
tarifs d'eau/compteur (traitée et épurée)	,7460	7	au mètre cube
tarifs d'eau/compteur (traitée)	,4700	7	au mètre cube
Compensations serv. mun. de	,2949	1	
Compensations serv. mun. à	,3365	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	_____ \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____ \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____ 2 719 825 \$	
b) autres formes d'aide	14	_____ \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____ 165 884 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____ \$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....	
Facteur comparatif de 2016	31	.....	
Valeur uniformisée	32	_____	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	_____ \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	_____ \$	
b) Dépenses d'investissement	37	_____ \$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	_____ \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des <b>routes locales de niveaux 1 et 2</b> :			
a) Numéro de la résolution	39	_____	
b) Date d'adoption de la résolution	40	_____	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

### **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**



## TABLE DES MATIÈRES

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017</b>	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	46 097 987
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	3 785 372
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	49 883 359

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	4 969 617
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
- Installations U.V.	14	57 808
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	146 400
Service de la dette	18	5 817 428
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	10 991 253
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	10 991 253
	26	60 874 612

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	147 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	147 500

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	84 375
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	874 385
	9	958 760

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 106 260

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	26 305
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	295
Taxes d'affaires	17	
	18	26 600

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	28 369
	21	28 369

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 161 229

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 796 307 635	X 5 0,6131	/100\$ 6 23 273 264				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 182 469 679	X 8 0,6973	/100\$ 9 1 272 305				
Immeubles non résidentiels	10 1 253 575 687	X 11 1,5985	/100\$ 12 20 037 812				
Immeubles industriels	13 117 972 200	X 14 1,6708	/100\$ 15 1 971 094				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 139 440 400	X 20 1,2261	/100\$ 21 1 709 679				
Immeubles agricoles	22 36 308 200	X 23 0,6131	/100\$ 24 222 587				
<b>Total</b>			25 48 486 741	26 ( 2 929 142 )	27 ( )	28 540 388	29 46 097 987
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( )	56 ( )	57 .....	58 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>											
<b>Taxes générales</b>											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1 .....	X	2 .....	/100\$ 3 .....								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4 .....	X	5 .....	/100\$ 6 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus 7 .....	X	8 .....	/100\$ 9 .....								
Immeubles non résidentiels 10 .....	X	11 .....	/100\$ 12 .....								
Immeubles industriels 13 .....	X	14 .....	/100\$ 15 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16 .....	X	17 .....	/100\$ 18 .....								
Autres 19 .....	X	20 .....	/100\$ 21 .....								
Immeubles agricoles 22 .....	X	23 .....	/100\$ 24 .....								
<b>Total</b> .....			25 .....					26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30 .....	X	31 .....	/100\$ 32 .....								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33 .....	X	34 .....	/100\$ 35 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus 36 .....	X	37 .....	/100\$ 38 .....								
Immeubles non résidentiels 39 .....	X	40 .....	/100\$ 41 .....								
Immeubles industriels 42 .....	X	43 .....	/100\$ 44 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45 .....	X	46 .....	/100\$ 47 .....								
Autres 48 .....	X	49 .....	/100\$ 50 .....								
Immeubles agricoles 51 .....	X	52 .....	/100\$ 53 .....								
<b>Total</b> .....			54 .....					55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....
	<u>Valeur locative imposable</u>										
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b> 59 .....	X	60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	[ 2   7   5 ] , [ 0   0 ] \$
Égout	2	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$
Eau et égout	3	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$
Traitement des eaux usées	4	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$
Matières résiduelles	5	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Améliorations locales de	0,0001	1	
Améliorations locales à	0,2538	1	
Améliorations locales de	0,0001	2	
Améliorations locales à	1,4947	2	
Améliorations locales de	0,0115	3	
Améliorations locales à	78,9591	3	
Améliorations locales de	0,0762	4	
Améliorations locales à	257,4502	4	
Améliorations locales de	0,0001	7	pieds carrés
Améliorations locales à	0,0823	7	pieds carrés
Améliorations locales de	0,0452	7	pieds linéaires
Améliorations locales à	20,5295	7	pieds linéaires
Tarifs d'eau de	235,0000	4	
Tarifs d'eau à	8 778,0000	4	
Tarifs d'eau/compteurs-traitée et épurée	0,7460	5	
Tarifs d'eau/compteurs-traitée	0,4700	5	
Compensations serv. mun. de	0,2964	1	
Compensations serv. mun. à	0,3382	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>63 803 754</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	<u>2 929 142</u>
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	<u>                    </u>
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	<u>                    </u>
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	<u>                    </u>
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	<u>                    </u>
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	<u>                    </u>
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>2 929 142</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>60 874 612</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	60 874 612
<b>Ajouter</b>		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	2 929 142
<b>Total partiel</b>	4	<u>63 803 754</u>
<b>Déduire</b>		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	13 800 335
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	146 400
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....
	10	<u>13 946 735</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	11	<u>49 857 019</u>



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation  
prévisionnel 1 49 857 019

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les  
revenus de la taxe foncière générale 2 5 526 073 801

**Taux global de taxation prévisionnel de 2017**  
(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$ 3    |    | 0 | , | 9 | 0 | 2 | 2 | /100 \$

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	17 483 303	1 918 919		1 525 764	1 516 349	222 587
De secteur	2	1 435 655	157 573		125 289	124 516	18 278
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	2 206 341	242 162		192 547	191 359	28 090
Autres	5	129 527	189 236			441 100	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	21 254 826	2 507 890		1 843 600	2 273 324	268 955

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Résidentielles</u>	<u>Résiduelle Agriculture Résidences</u>	<u>Autres</u>	<b>Total</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	23 372 516	58 549		46 097 987
De secteur	10	1 919 253	4 808		3 785 372
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	2 949 540	7 389		5 817 428
Autres	13	4 267 562			5 027 425
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	32 508 871	70 746		60 728 212

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	166 000 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	73 543 585 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	10 320 128 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	5 954 957 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 2555, rue Dutrisac  
(no) (rue)  
Vaudreuil-Dorion, QC J7V 7E6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-3371  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-8542  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel courriel@ville.vaudreuil-dorion.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA

Téléphone (450) 455-3371 2105  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-8542  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marco.pilon@ville.vaudreuil-dorion.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles  
(no) (rue)  
Vaudreuil-Dorion, QC J7V 7N6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ (Code postal)  
(Municipalité)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-06-19 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Vaudreuil-Dorion .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Vaudreuil-Dorion consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Vaudreuil-Dorion détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 6 154 481 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,9391 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-06-19 12:36:55

Date de transmission au Ministère : 2017/06/20